

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 13/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MAGGIONI S.A.**

Lieu-dit « La Lisière »  
21560 Bressey-Sur-Tille

Références : 2026-162  
Code AIOT : 0005402421

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement MAGGIONI S.A. implanté Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAGGIONI S.A.
- Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005402421

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une sablière exploitée en eau dont la remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation, prévoit le remblaiement jusqu'au terrain naturel avec des déchets inertes extérieurs. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2011, complété par un arrêté préfectoral du 18 janvier 2022.

L'exploitant a précisé que l'entreprise avait changé de nom au 29 janvier 2026 pour devenir PENNEQUIN B.P.B.E. (numéro de SIREN inchangé). Il joint un extrait de Kbis en justificatif.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1, 2.5.2.2.2, 2.5.2.2.3, 2.5.2.2.4 + article 12.3 de l'AM du 22/09/1994	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9, art. 1 et 6 de l'AM du 31/05/2021	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
4	Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2 / 4.2.2.3 / 9.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.2.2.1, 9.2.2.2.3, 9.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture et	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	barrières	du 23/11/2011, article 2.1.4	justificatif à l'exploitant	
6	Epaisseur d'extraction	AP Complémentaire du 18/01/2022, article 7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Phasage et production	AP Complémentaire du 18/01/2022, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection. Elles concernent notamment le suivi et la traçabilité des déchets entrants sur le site. En particulier, le registre d'admission des déchets est incomplet et la procédure d'acceptation préalable est inexistante. Ces écarts, déjà relevés lors de la précédente inspection, nécessitent la mise en œuvre d'actions correctives par l'exploitant. Par ailleurs, et indépendamment de la visite d'inspection, la société MAGGIONI a déposé à l'été 2025 un porter à connaissance sollicitant une modification de son phasage sans modifier la durée totale de l'autorisation. La visite a également permis de faire le point sur ce dossier en cours d'instruction.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture et barrières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/06/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

**Rappel constat 2024 :**

Lors de la précédente visite en 2023, il a été constaté que la clôture avait vraisemblablement été découpée, puis qu'un arbre était tombé au niveau de cette zone, l'endommageant encore plus et permettant un accès relativement facile sur le site.

**Non-conformité relevée en 2024 :** Lors de la visite, il est constaté que la clôture au niveau de cette zone est encore endommagée et permet un accès relativement facile au site (même si la végétation est plus développée que lors de la précédente visite). Il est également constaté qu'un poteau est tombé à proximité de l'aire étanche, entraînant avec lui la clôture au sol.

Par courriel du 26 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une commande en date du 26 juin 2024 pour le remplacement d'un poteau et de 6 m de grillage.

**Constat 2026 :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déplore que la clôture soit assez régulièrement endommagée. Toutefois, aucun signe extérieur de vandalisme n'a été constaté dans l'enceinte de la carrière (pas de déchet extérieur, pas de trace de pas ou de vandalisme sur les engins). L'exploitant déclare que s'il constate que la clôture est endommagée ou vandalisée, il réalise immédiatement les réparations nécessaires en s'appuyant sur des entreprises professionnelles (comme c'était le cas en 2024 par exemple).

Lors de la présente visite, l'inspection constate, par sondage, que la clôture a bien été réparée au nord de la carrière, en limite avec les parcelles ZN n°15 et 16. La non conformité relevée lors de l'inspection 2024 est par conséquent soldée.

Il est toutefois recommandé à l'exploitant de veiller à ce que la densification de la végétation, qui recouvre de plus en plus la clôture, n'altère pas cette dernière.

**OBSERVATION :** Il est également constaté un endroit où la clôture a été abaissée/forcée (cf. photo 1), probablement par des personnes souhaitant l'enjamber. Il est demandé à l'exploitant de la redresser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Déchets admissibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1, 2.5.2.2.2, 2.5.2.2.3, 2.5.2.2.4 + article 12.3 de l'AM du 22/09/1994

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets admissibles :

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :****Article 2.5.2.2.1 de l'APA du 23/11/2011- déchets admissibles :**

Le remblaiement des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes d'origine naturelle, non valorisables et non réutilisables sur leur lieu de

provenance :

- Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés) ;
- Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe).

**Article 2.5.2.2.2 de l'APA du 23/11/2011- déchets interdits :**

Ne sont pas admis sur le site : les matériaux de démolition du bâtiment, les matériaux issus de la déconstruction routière (enrobés, ballast...), les matériaux contenant du bois, du plâtre, du plastique ou de l'amiante, les terres provenant des sites contaminés, les terres contenant des plantes invasives telle que la renouée du Japon.

Sont également interdits : les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%, les déchets dont la perméabilité est inférieure à 10-6 m/s, les déchets dont la température est supérieure à 60°C, les déchets non pelletables, les déchets pulvérulents.

**Article 2.5.2.2.3 de l'APA du 23/11/2011 - acceptation préalable :**

Pour tout déchet non dangereux inerte ne relevant pas des articles 2.5.2.2.1 et 2.5.2.2.2 et avant son arrivée dans l'installation, le producteur du déchet suit une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter ce déchet dans l'installation [...].

**Article 2.5.2.2.4 de l'APA du 23/11/2011 - bordereau de suivi et registre :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable [...].

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport [...].

**Article 2.5.2.2.5 de l'APA du 23/11/2011 - contrôle des déchets en amont et sur le site :**

Pour les apports de matériaux extérieurs :

- un tri rigoureux est réalisé sur les lieux de provenance des matériaux et doit permettre d'éliminer en amont les matériaux putrescibles [...], les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers) ,
- les matériaux ne doivent pas être déversés directement dans l'excavation à combler [...].

**Article 12.3 de l'AM du 22/09/1994 :**

II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

**Constats :**

**Rappel constat 2024 :**

Lors de la précédente visite en 2023, il a été constaté que les fines de lavage des matériaux de la carrière sont ramenées sur le site pour le remblaiement de la carrière. Il a donc été indiqué à l'exploitant que, dans la mesure où elles sortent de l'emprise de la carrière, ces fines de lavage sont à considérer comme des déchets provenant de l'extérieur. [...]

**Non-conformité relevée en 2024 :** Les boues constituées par les fines de lavage des matériaux sur

l'installation de Bressey-sur-Tille constituent des déchets inertes extérieurs pour lesquels il n'est pas réalisé une procédure d'acceptation préalable, alors qu'elle est nécessaire en application de l'article 2.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 et de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

**Constat 2026 :**

L'exploitant n'a pas pu expliciter, lors de la visite d'inspection, les étapes de contrôle mises en œuvre afin d'assurer la conformité des déchets admis pour le remblaiement de la carrière. Il a indiqué que l'ensemble des déchets inertes utilisés dans le cadre du remblaiement de la carrière sont issus de chantiers réalisés par la société PENNEQUIN/ MAGGIONI et que les fines de lavage sont également issues de leurs carrières en exploitation. Il indique que des sondages et analyses de sols sont réalisés en amont sur les chantiers producteurs. Aucun déchet extérieur à l'entreprise n'est accepté sur site.

**NON-CONFORMITE :** L'exploitant a présenté un modèle de "document d'acceptation préalable", puis par sondage, l'inspection a demandé à voir le document d'acceptation préalable faisant référence au chantier n°2025054, qui lui a été présenté. Les informations relatives aux caractéristiques des déchets renseignées dans ces documents ne permettent pas de vérifier le respect des articles 2.5.2.2.1 (déchets admissibles, et notamment résultats des sondages et analyses de sol), 2.5.2.2.2 (déchets interdits) et 2.5.2.2.5 (tri rigoureux sur le chantier amont) de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011.

**NON-CONFORMITE :** Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il n'accepte pas de déchet non dangereux inerte ne relevant pas des articles 2.5.2.2.1 et 2.5.2.2.2, ni de présenter de procédure d'acceptation préalable conformément à ce qui est prévu par l'article 2.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 (et l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets), pour ce type de déchet. A noter que ces constats ont déjà été réalisés lors des précédentes visites en 2023 et 2024.

*Il est rappelé à l'exploitant que tout apport de déchets inertes provenant de l'extérieur du site est à considérer comme "apport extérieur", notamment au titre de l'article 2.5.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser de manière détaillée l'ensemble des étapes de contrôle mises en œuvre afin d'assurer la conformité des déchets admis pour le remblaiement de la carrière en eau. Il convient notamment de décrire les modalités des sondages et analyses de sols réalisés en amont sur les chantiers producteurs (nature et fréquence), ainsi que les documents de suivi associés (Document d'Acceptation Préalable, registre, etc.). L'exploitant devra également préciser qui réalise ces contrôles et quand (à la sortie des chantiers, à l'entrée du site et lors du déchargement des déchets), ainsi que les conditions de gestion des matériaux avant leur immersion (durée de stockage, modalités de mise en remblaiement, contrôle visuel, etc.).

Il est demandé à l'exploitant de réviser son "document d'acceptation préalable", pour qu'il intègre l'ensemble des informations visées par l'article 2.5.2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011. La rubrique "caractéristiques du déchet" devra permettre de consigner les résultats des contrôles réalisés avant la livraison ou au moment de celle-ci, afin de vérifier le respect des articles 2.5.2.2.1 (déchets admissibles, et notamment résultats des sondages et analyses de sol), 2.5.2.2.2 (déchets interdits) et 2.5.2.2.5 (tri rigoureux sur le chantier amont) de

l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011, et le cas échéant 2.5.2.2.3 (déchets nécessitant une procédure d'acceptation préalable).

Il est demandé à l'exploitant de formaliser une procédure d'acceptation préalable, conformément aux articles 2.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011 et de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets pour l'ensemble de ses carrières alluvionnaires.

Pour la mise en place de ces documents, il est accordé un délai de 6 mois. Passé ce délais, et compte-tenu du constat répétitif, il pourra être proposé une mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Registre des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9, art. 1 et 6 de l'AM du 31/05/2021

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets admissibles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

**Article 9 de l'AM du 12/12/2014**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

*[NOTA : L'AM du 29/02/2012 a été abrogé et remplacé par l'AM du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, à compter du 01/01/2022].*



### **Article 1 de l'AM du 31/05/2021**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet [...]

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]

### **Article 6 de l'AM du 31/05/2021**

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; [...]

## **Constats :**

### **Rappel constat 2024 :**

#### **Non-conformité relevée en 2024 :**

- Le registre des déchets entrants pour l'année 2023 ne fait apparaître le code déchet et la nature des déchets que pour un nombre limité d'apports (en nombre : moins de 10 % des apports, et en quantité : de l'ordre d'1/3 des tonnages admis).
- Le registre des déchets entrants pour l'année 2024 ne fait apparaître ni le code déchet, ni la nature des déchets, seules les quantités de déchets admis figurent dans le registre.
- Les informations relatives aux producteurs, aux expéditeurs, aux transporteurs, aux éventuels éco-organismes ou intermédiaires, des déchets ou terres excavées, et aux opérations de

traitement réalisées sur le site, ne figurent pas dans les registres des déchets pour les années 2023 et 2024. Pour ce qui concerne les éventuelles terres excavées, les informations relatives au lieu de production et au lieu de valorisation ne figurent pas non plus sur les registres 2023 et 2024.

**Constat 2026 :**

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant transmet le registre des déchets entrants pour l'année 2025. L'inspection constate que le code et la nature des déchets ont bien été ajoutés au registre. Toutefois, les informations relatives aux producteurs des déchets ne sont pas mentionnées dans le registre 2025. L'exploitant précise que seuls les déchets issus des chantiers PENNEQUIN/ MAGGIONI sont acceptés pour le remblaiement de la carrière. Sur le registre des déchets entrants pour 2025, une colonne permettant de préciser la référence du Document d'Acceptation Préalable (DAP) a été ajoutée. Cela étant, la référence du DAP n'est pas renseigné dans le tableau.

L'exploitant précise qu'il est en capacité de compléter le registre avec les informations correspondantes.

**NON-CONFORMITE :** Le registre des déchets entrants pour l'année 2025 ne fait pas apparaître les informations relatives aux producteurs et ne mentionnent pas le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son registre des déchets entrants avec l'ensemble des éléments demandés par la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2 / 4.2.2.3 / 9.2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

**4.2.2.2 Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure**

Le séparateur d'hydrocarbure doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.

#### 4.2.2.3 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies (concentrations maximales moyennes sur une période de 2 heures) :

MES : 35 mg/l

DCO : 125 mg/l

HCT : 5 mg/l

L'analyse est faite selon les normes en vigueur.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

#### 9.2.2.1 Eaux rejetées

L'exploitant fait réaliser en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.2.2.1 des mesures annuelles de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.2.2.3. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **Constats :**

##### **Rappel du constat 2025 :**

[...]

**Non-conformité relevée en 2025 :** La concentration en Matière en Suspension (MES) mesurée en sortie du décanteur est de 171 mg/l.

[...]

**Demande de justificatifs 2025 :** Il est demandé à l'exploitant d'interpréter de manière plus précise les raisons des dépassements régulièrement constatés, notamment au regard du dimensionnement et de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures.

##### **Constat 2026 :**

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la facture du 3 octobre 2025 attestant de l'entretien du séparateur d'hydrocarbure. Le nettoyage du séparateur a eu lieu le 25 septembre 2025. Le bordereau de suivi de déchets BSD-20250917-3P34NPC8X indiqué dans la facture de l'entretien précise bien qu'il s'agit "d'eaux hydrocarbures" dont le code déchet est le 13 05 07\* pour une quantité de 1,36 t.

L'exploitant présente également le rapport de suivi de la qualité des eaux du 12 mars 2025 avec les résultats de l'analyse de l'eau en sortie du séparateur. Le prélèvement d'eau au point de sortie du décanteur/déshuileur a été réalisé le 12 mars 2025, par temps pluvieux. Les résultats sont les suivants :

- MES : 82 mg/l (supérieur à la valeur limite de 35 mg/l)

<ul style="list-style-type: none"> <li>- température : 8,7°</li> <li>- pH 8,05</li> <li>- DCO : &lt;30 mg d'O<sub>2</sub>/l</li> <li>- hydrocarbures totaux : &lt;0.1 mg/l</li> </ul> <p>Le rapport précise que la valeur de MES "est bien supérieure à celle de 2024 mais bien inférieure à celle de 2023. Cette concentration peut s'expliquer par les conditions de prélèvements. Le prélèvement a été réalisé après un épisode de pluie susceptible d'avoir entraîné la mise en suspensions des particules fines présentes dans le décanteur."</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite sur site, il a été constaté de nombreux matériaux sur la plateforme (cf. photo 2) qui pourraient expliquer une saturation en MES du décanteur/déshuileur. Il est demandé à l'exploitant de veiller à l'entretien de la plateforme.</p> <p><b>NON-CONFORMITE</b> : La concentration en Matière en Suspension (MES) mesurée en sortie du décanteur est de 82 mg/l.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'interpréter de manière plus précise les raisons des dépassements régulièrement constatés et de préciser les actions correctives qu'il prévoit (par exemple, surveillance et nettoyage plus fréquent de l'aire étanche, augmentation de la fréquence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures...).</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 6 mois</p>

#### N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.2.2.1, 9.2.2.2.3, 9.3.3</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Protection des eaux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>9.2.2.2.1 Eaux souterraines au droit des piézomètres</u></p> <p>L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres prévus à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, hydrocarbures totaux, DCO, DBO, nitrates.</p> <p>Après démarrage du remblaiement, ce suivi porte également sur les paramètres : chlorures, sulfates, sodium, oxygène dissous, MES, hydrocarbures totaux, métaux lourds, COT, BTEX, PCB, HAP.</p>

Une mesure des niveaux d'eau au droit de chaque piézomètre est réalisée toutes les deux semaines pendant toute la période d'exploitation [...].

#### 9.2.2.2.3 Conditions de réalisation

[...] Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai [...].

#### 9.3.3 Bilan quadriennal

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans après le démarrage du remblaiement, un dossier faisant le bilan de l'autosurveillance prévue à l'article 9.2.2 et 9.2.3.

Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

#### **Constats :**

##### Rappel constat 2025 :

[...]

**Demande de justificatifs 2025 :** Il est demandé à l'exploitant d'être plus précis dans l'interprétation des résultats des analyses de suivi de la qualité des eaux, notamment pour ce qui concerne la période avec laquelle les résultats sont comparés (4 ans s'il souhaite que les rapports valent bilans quadriennaux). Il lui est également demandé de commenter les résultats obtenus depuis 2023 sur le paramètre HAP.

**Demande d'évolution des rapports 2025 :** En plus de préconiser de s'appuyer sur l'évolution des résultats par rapport aux campagnes précédentes pour l'interprétation des résultats, le guide du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « surveillance de la qualité des eaux souterraines » (2022) préconise de s'appuyer sur les critères de qualité des eaux préalablement établis (état initial, amont hydraulique, valeurs réglementaires, etc.). Il est donc demandé à l'exploitant de prendre en compte ces éléments, et plus généralement ceux issus du guide susmentionné, dans les prochains rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la carrière.

##### Constat 2026 :

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des analyses de la qualité des eaux souterraines pour l'année 2025 :

- campagne de prélèvements du 12 mars 2025, avril 2025 - version 1.0

- campagne de prélèvements 22 juillet 2015, novembre 2025 - version 1.0

- suivi des fluctuations du niveau de la nappe au 22 juillet 2025, version 1.0

L'exploitant a réalisé les deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de

basses et hautes eaux (rapports du 12 mars et du 22 juillet) sur les piézomètres prévus à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres prescrits.

La mesure des niveaux d'eau au droit de chaque piézomètre est réalisée toutes les deux semaines conformément à l'arrêté préfectoral et la synthèse des résultats est reprise dans le rapport "suivi des fluctuations du niveau de la nappe au 22 juillet 2025".

Par sondage, l'inspection contrôle le rapport de la campagne de prélèvements du 22 juillet 2025. Des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ont été détectés sur les trois piézomètres avec respectivement une somme de HAP de 1.52 ng/l (Pz1 - amont), 1.74 ng/l (Pz5 - aval) et 1.78 ng/l (Pz6 - aval). Le rapport précise que "dans la mesure où des HAP sont détectés sur Pz1, point de référence amont du site, les détections de HAP faites à l'aval en Pz5 et Pz6 ne peuvent pas être interprétées de manière sûre comme une incidence de l'exploitation sur la qualité des eaux." Les résultats de la surveillance ne sont pas comparés à l'état initial des eaux souterraines.

Depuis la précédente visite, les rapports d'analyse n'ont pas fait l'objet d'amélioration.

**NON-CONFORMITE :** L'exploitant n'a pas transmis le bilan quadriennal tel que prévu à l'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un bilan quadriennal faisant état de la surveillance des eaux souterraines, conformément à l'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011.

Conformément à l'arrêté préfectoral, ce bilan comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols, a minima sur la période quadriennale écoulée. Ce bilan comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

En outre, ce bilan devra respecter les recommandations du guide du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « surveillance de la qualité des eaux souterraines » (2022), et notamment s'appuyer sur les critères de qualité des eaux préalablement établis (état initial, amont hydraulique, valeurs réglementaires, etc.).

Pour la transmission de ce bilan quadriennal, il est accordé un délai de 6 mois. Passé ce délai, et compte-tenu du constat répétitif, il pourra être proposé une mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 :** Epaisseur d'extraction

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/01/2022, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, conditions d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2m et sur une épaisseur moyenne de 2m.

L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier.

Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement.

En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé [...].

**Constats :****Rappel constat 2025 :**

[...] Le plan fait apparaître les cotes des points significatifs, mais ne comporte pas les informations sur l'épaisseur extraite ou permettant de la déterminer. Afin de contrôler l'épaisseur d'extraction, l'exploitant indique qu'il réalise la différence entre le terrain naturel et les cotes figurant sur le plan d'exploitation.

**Demande de justificatif 2025 :** Il est demandé à l'exploitant d'ajouter au plan d'exploitation les informations relatives à la profondeur d'extraction, ou permettant de la déterminer.

**Constat 2026 :**

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour le 29 janvier 2026. Le niveau de l'eau a été ajouté et permet de déterminer la profondeur d'extraction. Les profondeurs d'extraction sont inférieures à 2 m.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Phasage et production**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/01/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage et production

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives (cf. annexe 2) et conformément au tableau suivant :

Phase	Année	Surfaces mises en exploitation (m <sup>2</sup> )	V o l u m e d'alluvions extraits (m3)	Q u a n t i t é d'alluvions extraits (tonnes)
-------	-------	--	---------------------------------------	---



2	2022	16750	33500	60300
2	2023	16350	32700	58900
2	2024	16050	32100	57800
3	2025	13600	27200	48900
3	2026	remise en état	remise en état	remise en état
3	2027	remise en état	remise en état	remise en état
	TOTAL	62750	125500	225900

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il est en retard dans l'exploitation de son gisement.

Dans ce contexte, un porter à connaissance a été déposé à l'été 2025 afin de solliciter la possibilité de poursuivre l'extraction durant les années 2026 et 2027 avec remise en état coordonnée. L'exploitant explique que les 6 derniers mois de l'année seront suffisants pour réaliser la remise en état du site (au lieu de 2 ans prévus initialement). Aucune modification de la durée totale d'autorisation n'a été sollicitée.

Un porter à connaissance a également été déposé pour la carrière alluvionnaire de Tréclun et les productions des deux sites ont été liées dans la réflexion globale de la société PENNEQUIN / MAGGIONI, en ce qui concerne la réduction de la consommation d'alluvions demandés dans le cadre du schéma régional des carrières.

L'instruction des porter à connaissance se fait en parallèle et est indépendante de la présente visite d'inspection.

Lors de la visite, l'exploitant précise les quantités d'alluvions extraits sur les 3 dernières années :

- 2025 : 56 280 tonnes
- 2024 : 27 310 tonnes
- 2023 : 37 860 tonnes

La quantité totale d'alluvions extraits en 2025 est supérieure à ce qui a été prescrit par arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022 (56 280 t > 48 900 t). Cela étant, les quantités

extraites des années 2023 et 2024 étaient bien inférieures aux capacités à extraire autorisées par l'arrêté préfectoral.

**NON-CONFORMITE** : Le phasage n'est pas respecté mais compte tenu qu'un porter à connaissance est en cours d'instruction, aucune action n'est attendue de la part de l'exploitant sur ce point.

**Type de suites proposées** : Sans suite